

Rouen. Université : le président craint "une tension" avec la hausse des effectifs

Tendance Ouest

4-5 minutes

À un peu plus d'un mois de l'échéance, le brouillard reste épais autour de la prochaine rentrée universitaire. Entre la crise sanitaire et un flux de nouveaux étudiants beaucoup plus important que d'habitude, l'exercice s'annonce compliqué sur les sept campus de l'Université Rouen Normandie. Joël Alexandre, son président, décrypte cette rentrée qui ne ressemblera à aucune autre.

Tout d'abord, est-ce que les dates de cette rentrée universitaire sont déjà fixées ?

Dès le 20 août, les services seront sur le pont. La rentrée elle-même, c'est le premier septembre. Après, le début des cours dépendra un peu de chacune des composantes, car on a déjà des dispositifs de pré-rentrée de programmés, notamment pour les primo-arrivants.

Ils pourraient être beaucoup plus nombreux, vu les taux de réussite au bac. Comment gérer cet afflux d'étudiants supplémentaires ?

Il y a plusieurs phénomènes qui se conjuguent. Chez nos propres étudiants, on a eu des taux de réussite supérieurs aux années antérieures, ce qui veut dire qu'on aura plus d'étudiants en deuxième et troisième années que par le passé. Cela va créer une pression supplémentaire. Ensuite, il y a plus de pression au niveau des primo-arrivants. Aujourd'hui, on a pratiquement 7 000 futurs étudiants qui ont confirmé leur arrivée dans nos formations et on est en train d'essayer de régler la situation, aujourd'hui, d'environ 3 500 étudiants qui n'ont pas trouvé de place et qui sont sur liste

d'attente. En général, les autres années, on est à 7 000 primo-arrivants. Là, on va être très légèrement supérieur.

Ce qui veut dire que parmi ces 3 500 étudiants en attente, vous ne pourrez pas prendre tout le monde ?

Tout à fait.

C'est une question de bâtiment, de disponibilité d'enseignants ?

La difficulté est multifactorielle. La première, c'est la difficulté d'avoir des murs mobiles. On a une capacité d'accueil physique, dans les salles et les amphis, qui ne peut pas se démultiplier en quelques semaines. Il y a des contraintes supplémentaires avec la crise sanitaire. Il y a aussi un problème de ressources humaines, du nombre d'enseignants et de cadres pouvant accueillir ces étudiants. C'est le cas dans les filières saturées, comme les Staps où ils restent des centaines d'étudiants sur liste d'attente, ou la psychologie, le droit...

La ministre de l'Enseignement supérieure a annoncé 10 000 places supplémentaires pour les étudiants. Comment cela va impacter l'Université de Rouen ?

La ministre est dans son rôle en termes de communication. En clair, je vous en traduis l'arrière-salle : les services du rectorat, au nom du ministère, se rapprochent de nous et nous font d'amicales pressions pour que l'on puisse accueillir plus d'étudiants. Mais pour trouver des enseignants supplémentaires, pour les problématiques de locaux, on est dans un espace de négociations. Prendre des étudiants supplémentaires, avec quels moyens ? Si on veut les recevoir dans des bonnes conditions, tout ça, ça a un coût. Concrètement, aujourd'hui, nous n'avons pas d'annonces sur des moyens supplémentaires.

Est-ce que le respect des règles sanitaires va être compliqué pour cette rentrée ?

J'ai fait le choix du port de masque obligatoire. Il faut savoir qu'aujourd'hui, les universités ne sont pas considérées comme des lieux clos recevant du public. C'est avec cet arrêté et la responsabilisation de tous qu'on espère pouvoir accueillir tout le monde. La difficulté sur laquelle on bute aujourd'hui, c'est la problématique des repas. Qui dit repas, dit masque enlevé, donc on discute avec nos collègues du Crous.

Rendre le masque obligatoire, est-ce une bonne solution pour des étudiants parfois précaires ?

On a fait ce choix et on va dépenser pas loin de 340 000€ pour des masques pour les personnels, pour les étudiants dans leurs travaux pratiques et pour tous ceux qui sont boursiers ou en difficulté. Pour tous les autres, le port du masque dit "public" sera demandé. Mais on a déjà commandé environ 60 000 masques pour les étudiants, sur notre budget.